CR du CA du 19 octobre

Validation du CR du CA du 12 octobre & Validation de l'ODJ

I- Vie du Mouvement

**** Création d'un espace collaboratif sur notre site pour « La brigade »***

RDV sera pris avec Loïc - un informaticien professionnel - pour étudier la mise en place d'une rubrique destinée à « La Brigade ».

**** Pour information : réunion publique le samedi 24 octobre*** *de 14h00 à 18h30 - 30 rue Ernest Savart à Montreuil, organisée par RSL sur le thème : "Quelle souveraineté européenne ? Une Union Européenne démocratique ?"*

**** Trésorerie*** *:* la facture IRONIE (300) a-t-ellle été réglée ? Urgent : faire un bilan financier

II- Tour de table de l'actualité politique

II-1 En France

**** Journée de manifestation du 17 octobre (lycéens, gilets jaunes…) : vers la guerre civile ?*** https://www.fpop.media/vers-la-guerre-civile/?ref=frequence-populaire-media-newsletter

La discussion commence par un bilan de la journée de mobilisation du 17 octobre, marquée par une participation importante, estimée à 800 000 manifestants. La majorité des participants a manifesté pacifiquement, ce qui conduit à considérer la mobilisation comme une réussite en matière de participation. Toutefois, des violences, des pillages et des dégradations ont également eu lieu dans plusieurs villes, donnant à cette journée un caractère particulièrement agité. On évoque notamment des dégâts à Tours et à Orléans, à Valenciennes, à Lyon et à Limoges, à Marseille...Ces actes suscitent une vive indignation, car les manifestants s'attaquent à des équipements collectifs et à des biens qui appartiennent à la population. L'incendie de la mairie de Limoges est fortement désapprouvée. Les pillages de commerces font l'objet de critiques particulières sachant que des marchandises volées peuvent ensuite être revendues sur des plateformes de vente en ligne. La question du profil des casseurs est également abordée.
La comparaison avec Mai 1968 est également avancée. On rappelle que cette période a été marquée par de nombreuses dégradations matérielles et les élections de juin 68 ont débouché sur une victoire importante de la droite. Une évolution comparable

après les violences d'octobre est possible : la peur du désordre pourrait favoriser l'extrême droite en 2027.

**** Déclaration de candidature à l'élection présidentielle de Natacha Polony***

Une part importante de la discussion porte sur les candidatures potentielles à l'élection présidentielle de 2027 et sur les stratégies des différentes forces politiques. La candidature de Natacha Polony est notamment évoquée.

Voici quelques critiques de la candidature de Polony (issues de partis souverainistes)

https://lebondosage.over-blog.fr/2026/10/embouteillage-electoral-en-vue.html

Natacha Polony : une fausse opposition | Pardem

**** Raphaël Glucksmann, candidat du parti socialiste . Qui est-il ?***

Elu député européen en 2024, le voici candidat PS à l'élection présidentielle de mai 2027. Nous rappelons plusieurs étapes de son parcours, telles son soutien à Nicolas Sarkozy en 2007, sa contribution à une revue liée à un cercle néoconservateur, ses liens avec le président géorgien Mikheïl Saakachvili et son mariage avec la vice-ministre de l'intérieur de Géorgie puis leur participation au Maïdan à Kiev. On peut aussi s'interroger sur la rapidité avec laquelle il obtient, selon les sondages cités dans la discussion, des intentions de vote de l'ordre de 16 à 17 %. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

**** Mouvement social en Guadeloupe***

La Guadeloupe est également mentionnée, mais nous disposons de peu d'informations précises. Une contestation est portée par le collectif « Nous L'Asse Palais », dont la composition serait inhabituelle, puisqu'elle réunirait notamment un grand patron du bâtiment et des travaux publics, des représentants syndicaux du secteur de la pêche, de petites entreprises et des militants locaux. Les raisons exactes de la mobilisation ne sont pas détaillées. Néanmoins la cherté de la vie est sans doute la cause principale.

**** Le contre-budget de LFI***

Le contre-budget de La France insoumise (LFI) constitue un autre sujet important. Selon les chiffres dont nous disposons, ce programme prévoit 106 milliards d'euros de recettes pour 82 milliards de dépenses, ce qui dégagerait un excédent d'environ 24 milliards d'euros, rapproché d'un objectif de réduction de la dette de l'ordre de 25 milliards.
Mais de quelle manière ces recettes seraient-elles obtenues ? La fiscalité et une taxation accrue des patrimoines sont notamment évoquées. Cependant, certains estiment qu'une réforme fiscale ne suffirait pas à elle seule et qu'il faudrait également renforcer la production nationale. L'ouverture de l'économie française aux échanges internationaux est considérée comme une contrainte : des mesures de relance peuvent soutenir la demande intérieure, mais elles peuvent aussi alimenter les importations ou les tensions inflationnistes si l'offre nationale ne suit pas.

Ce débat conduit à une critique plus générale des politiques d'austérité. Certains défendent l'idée que le redressement économique ne doit pas reposer exclusivement sur la réduction des dépenses publiques et qu'il faut examiner les effets des choix budgétaires sur l'emploi, les services publics, les salaires et la capacité productive du pays.

II-2 En Europe

**** Révolte étudiante en Albanie***

La contestation sociale dépasse les frontières françaises, les tensions sociales observées en France s'inscrivent dans un mouvement plus large à l'échelle européenne. L'Italie, la Belgique et l'Albanie sont confrontés à des manifestations et à des épisodes de violence.
En Italie, le gouvernement d'extrême droite ne parvient pas à empêcher les affrontements. La présence d'un pouvoir se réclamant de l'ordre ne suffit donc pas à faire disparaître les causes du mécontentement social.
En Belgique, les tensions semblent liées à des revendications proches de celles exprimées en France (les salaires jugés insuffisants, le pouvoir d'achat trop faible, la hausse du prix des carburants et les moyens consacrés aux services publics insuffisants). L'Albanie occupe une place particulière dans nos échanges. Les manifestations y sont notamment dirigées contre le Premier ministre, dont la démission est réclamée. Le pouvoir est accusé de corruption, en particulier dans le cadre d'un projet touchant des espaces naturels et une rivière qui seraient menacés par des opérations de privatisation et d'aménagement pour le tourisme. Les étudiants se sont joints à la contestation.

**** L'UE doit verser 70 milliards pour financer l'Ukraine***

Cette somme est le signe d'une prise en charge croissante du soutien financier à Kiev par les Européens, alors que les États-Unis semblent vouloir continuer à réduire leur engagement. Cet engagement soulève des interrogations sur les priorités budgétaires de l'Union européenne. Dans un contexte marqué par les tensions sociales, les difficultés économiques et les revendications en faveur des services publics, les sommes consacrées à la guerre sont perçues comme néfastes ; c'est un enjeu politique majeur.
De plus, le conflit change de nature : le nombre de morts signalé dans les communiqués semble avoir diminué par rapport aux premières années de la guerre. Les attaques concernent fréquemment des ponts, des routes, des usines et des raffineries, plutôt que des bombardements massifs de grandes villes.

****Le 28ème régime***

L'Union européenne veut créer un nouveau statut pour les entreprises, qui s'ajouterait aux cadres nationaux existants : le "28ème régime" pour faciliter la mise en concurrence des *législations et de nivellement par le bas des droits sociaux.* Le dispositif est désigné sous le nom d'« EU Inc. ».

L'objectif annoncé est de permettre aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux start-up de se développer plus facilement à l'échelle européenne, sans devoir créer systématiquement des filiales dans chaque pays. Un registre européen spécifique et un cadre juridique commun permettraient aux entreprises de bénéficier de règles plus uniformes.
Cependant, la CGT exprime des réserves et des inquiétudes. Le syndicat redoute qu'un régime juridique supranational permette à certaines entreprises de déroger aux législations nationales, notamment en matière de droit du travail, de statuts professionnels et de rémunérations.
Le sujet est finalement laissé ouvert, nous estimons nécessaire d'approfondir l'analyse du projet avant de porter un jugement définitif.

https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/301744-code-europeen-de-droit-des-affaires-le-28e-regime-en-quatre-questions

https://www.cgt.fr/28regime

II-3 Dans le Monde

**** Donald Trump exempte la Russie de nouvelles sanctions***

Le président américain cherche à éviter de nouvelles sanctions contre la Russie et à conserver des relations relativement bonnes avec Moscou.
Cette orientation est notamment due au fait que les Américains ont besoin de diesel.
Il existe un décalage potentiel entre les intérêts américains et ceux des gouvernements européens. Alors que l'Union européenne poursuit son soutien à l'Ukraine, Washington pourrait chercher à limiter les coûts du conflit et à préserver ses propres intérêts économiques.

**** Argentine : plus de 32.000 entreprises fermées depuis l'arrivée de Milei***

Les politiques de Javier Milei sont qualifiées de fortement libérales, voire libertariennes en raison de sa volonté de réduire le rôle de l'État. Est mentionnée la fermeture ou la disparition de 32 000 entreprises, chiffre cité au cours de la discussion sans vérification détaillée au cours de l'échange, ainsi qu'une inflation qui reste très élevée, autour de 33 %.
La situation peut paraître paradoxale : un gouvernement qui entend lutter contre les déséquilibres économiques en réduisant les dépenses publiques et l'intervention de l'État, reste confronté à une inflation importante. Toutefois, il faut nuancer cette critique en rappelant que l'inflation a été d'environ 50% en 2023 au moment où Javier Milei est arrivé au pouvoir. Le recul évoqué est important, même si la hausse des prix demeure préoccupante. L'inflation a toujours été importante en Argentine, un record a été battu en 1989 avec une inflation de plus de 3000 % cette année -là.
https://www.fpop.media/argentine-plus-de-32-000-entreprises-fermees-depuis-larrivee-de-milei/